

Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025

Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP¹ *TUNISIE*

Délégation UE en Tunisie avec consultation des Etats membres et de leurs agences de coopération

1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays

Placée au 124^{ème} rang sur 153 du Gender Gap Index 2020, la Tunisie reste cependant un pays de contrastes où les innovations législatives coexistent avec des normes juridiques, mais surtout des normes sociales qui renforcent les inégalités. Ces dernières sont marquées par la discrimination à l'égard des femmes, des personnes vivant dans des situations de vulnérabilité, ainsi que des minorités, notamment envers les personnes invisibles telles que les personnes racialisées, les migrant.e.s, les personnes en situation de handicap et/ou les personnes LGBTQI++. Ci-dessous un tableau qui résume les avancées politiques nationales séparées par niveaux (institutionnels, législatives et stratégiques) et certains éléments analytiques.

Simultanément au lancement du GAP III, la délégation de l'UE en Tunisie a engagé l'élaboration du Profil Genre Tunisie² dont les analyses servent de base au CLIP (voir ci-dessous le tableau). Réalisé en 2021 dans le cadre d'une approche intersectionnelle, fondée sur les droits humains et participative (impliquant acteurs publics, société civile, organisations internationales et secteur privé), il s'est focalisé, en lien avec la programmation multi-annuelle UE 2021-2027, sur une analyse de trois axes identifiés : i) l'inclusion sociale, ii) la digitalisation, iii) l'économie verte. Il a produit des recommandations stratégiques et spécifiques sur la manière d'utiliser les ressources de l'UE pour améliorer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en Tunisie.

Niveau d'avancement	État d'avancement politique nationale et engagements internationaux	Éléments analytique
Institutionnel	Le président de la République Kaïs, Saïed, a désigné le 29 septembre 2021 Nejla Bouden Romdhane au poste de Cheffe du gouvernement .	Elle devient la première femme tunisienne à occuper le poste de cheffe du gouvernement dans l'histoire de la Tunisie (et de la région). Elle a formé le nouveau gouvernement le 12 octobre 2021 avec 8 femmes sur les 22 ministres désigné.e.s et une secrétaire d'état (36% de femmes).
Législatif	La constitution du 27 janvier 2014 s'inscrit dans la continuité des efforts menés par la Tunisie pour promouvoir et protéger les droits des femmes, et confirme le rôle de précurseur de l'État tunisien dans ce domaine. Outre le principe de l'égalité des citoyennes et des citoyens devant la loi sans discrimination (article 21), la Constitution	Malgré l'adoption de la parité dans la Constitution de 2014 et l'amendement de la loi électorale introduisant la parité horizontale, les femmes ne sont pas représentées de manière égale à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) . Lors des élections législatives de 2019, 14% des listes

¹ Acronyme anglais pour Country Level Implementation Plan

² Le Profil Genre Tunisie 2021 a été publié sur le site web de la Délégation de l'UE après les différentes restitutions auprès des institutions publiques, bailleurs de fonds et la société civile.
https://eeas.europa.eu/delegations/tunisia/108155/profil-genre-tunisie-2021_fr

	<p>reconnaît les principes de parité et d'égalité des chances (article 46). Elle oblige l'État à promouvoir les acquis des femmes en termes de droits, leur participation politique et leur représentativité dans les assemblées élues (article 34) et à mettre en place toutes les mesures nécessaires pour éliminer les violences à leur encontre (article 46).</p> <p>La constitution du 27 janvier 2014 a enregistré aussi une avancée significative en intégrant explicitement et pour la première fois, respectivement dans ses articles 45 et 46, la notion de lutte contre les changements climatiques en ce qui concerne le droit des citoyens et citoyennes à un environnement sain et équilibré et la notion de garantie de l'État du droit à l'eau.</p>	<p>présentées avaient une femme à leur tête, mais le taux de représentation des femmes avait baissé à 22% pour l'ensemble des représentant.e.s du peuple au parlement. Si des avancées ont eu lieu en matière de participation politique, notamment au niveau local, les femmes se confrontent encore à de nombreuses discriminations afin d'accéder à un emploi décent et l'égalité réelle est loin d'être atteinte.</p> <p>Les stéréotypes sexistes, le partage des tâches inégalitaires du travail de soin non rémunéré, l'orientation scolaire et professionnelle sexuée, le plafond de verre ou encore les discriminations salariales contribuent à maintenir des inégalités de genre et à renforcer les inégalités sociales.</p> <p>Les femmes font face à une double ségrégation sur le marché du travail : une ségrégation horizontale, liée à la segmentation des métiers et une ségrégation verticale liée à la difficulté d'évolution de carrière en termes de salaires et d'accès aux postes de décision.</p> <p>Ainsi l'accès des femmes tunisiennes à un emploi n'est pas toujours considéré comme un droit, mais comme une activité temporaire, destinée à subvenir aux besoins de la famille.</p>
Législatif	<p>Le 11 août 2017, l'Assemblée des représentants du peuple a adopté la loi organique n° 2017-58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Cette loi est venue concrétiser des décennies de luttes légitimes menées par les associations actives en matière de défense et de promotion des droits des femmes.</p>	<p>Il y a des obstacles pour l'implémentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'absence d'incrimination explicite du viol conjugal et le fait que la violence domestique n'est considérée comme une infraction distincte qu'en cas de maltraitance répétée d'un conjoint. - L'absence d'informations précises sur le nombre de condamnations dans des cas de violences liées au genre. - L'absence de financement durable pour les centres de consultation. <p>Il y a des défaillances en ce qui concerne les violences économiques.</p>
Législatif	<p>Durant le mandat législatif 2014-2019, des lois ont été adoptées pour protéger les femmes et promouvoir l'égalité hommes-femmes et des stratégies nationales ont été produites, notamment :</p>	<p>Néanmoins, des nombreuses dispositions juridiques demeurent discriminatoires à l'égard des femmes, notamment des discriminations relatives à la nationalité</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - La loi organique n 2016-61 relative à la prévention et à la lutte contre la traite de personnes accompagnée de la stratégie de lutte contre la traite des personnes (2018-2023) ; - la loi organique n 2017-7 modifiant et complétant la loi organique relative aux élections et aux référendums, avec l'intégration à l'article 49 d'une disposition en faveur de la parité « horizontale et verticale » ; - la loi organique 2018-50 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; - la loi organique 2018-29 relative au codes des collectivités locales qui prévoit l'égalité des sexes et l'égalités des chances ; - la loi organique 2019-15 du budget dont le paragraphe 4 de l'article 18 établit que le budget doit être élaboré conformément aux objectifs et indicateurs permettant de garantir l'équité et l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. - La loi n 2015-46 modifiant la loi 1975-40 qui offre désormais à chaque parent la possibilité d'obtenir des documents de voyages et d'autoriser leurs enfants mineurs à voyager, alors qu'il s'agissait jusqu'à cette date d'une prérogative exclusive du père. - La loi 2020-30 qui veut promouvoir un modèle économique à finalité sociale pour répondre aux besoins collectifs et à l'intérêt économique et social général. - La loi 379-2019 relative au régime de sécurité sociale pour certaines catégories de travailleurs et travailleuses dans les secteurs agricoles et non agricoles. 	<p>ainsi que des discriminations associées au mariage et à la famille :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la dot, - Le mari-chef de la famille, - La tutelle du père sur les enfants mineurs, - La garde des enfants, - L'inégalité successorale <p>Ils existent différents Plans d'action genre et stratégies nationales en faveur de l'autonomisation des femmes dans différents secteurs mais ces documents restent souvent non utilisés ni suivis.</p>
Institutionnel	<p>Le renforcement du <i>gender machinery</i> (Ministère de la Femme, de la Famille et des Seniors (MFFS), le Centre de Recherche, d'Études, de Documentation et d'Information sur la Femme (CREDIF), le Commissariat régional du ministère de la Femme, de la Famille et des Seniors et le Bureau d'appui aux femmes en milieu rural (BAFR)), par la création de nouveaux structure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseil de pairs pour l'égalité et l'équivalence des chances enter la femme et l'homme auprès du Chef du Gouvernement (décret gouvernemental 626/2016) 	<p>Le renforcement du <i>gender machinery</i> et de l'institutionnalisation du genre est notamment appuyé par la mise en place du Conseil des pairs et l'adoption, en juin 2018, par le Conseil des ministres, du Plan d'action national pour l'intégration et l'institutionnalisation de l'approche genre (PANIG). Son objectif est de reconnaître cette approche comme l'un des piliers du système de planification publique, de programmation et de budgétisation afin d'éliminer toutes les formes de discrimination et parvenir à l'égalité des chances en matière de développement et</p>

	<p>- Observatoire national pour la lutte contre les violences à l'égard des femmes (décret gouvernemental 126/2020)</p> <p>Finalisation du Plan d'Action National pour l'Intégration et l'Institutionnalisation de l'approche genre (PANIG) 2016-2020.</p>	<p>à la consécration des droits et des devoirs entre les citoyen.ne.s en 2020. Très peu de ministères se sont lancés dans l'institutionnalisation du genre.</p> <p>L'engagement sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes (loi 58/2017) est accompagné par la création de l'Observatoire national pour lutte contre les violences à l'égard des femmes 2020. Il reste cependant d'évaluer l'évolution du travail de l'Observatoire.</p>
Stratégique	<p>Adoption du Plan d'Action National pour une mise en œuvre effective de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies lancée en juillet 2018.</p> <p>Adoption d'une stratégie de lutte contre le traite des personnes (2018-2023).</p> <p>Adoption de la Stratégie de la Femme du Ministère de la Femme, de la Famille et des Seniors.</p> <p>Adoption du Plan d'action national genre et changement climatique en Tunisie (Tunisie 2019-2024)</p> <p>Adoption de la Stratégie d'autonomisation économique et sociale des femmes et des filles en milieu rural 2017-2020.</p> <p>La Tunisie a adopté en 2008 une Stratégie nationale de Lutte contre les Violences faites aux femmes à travers le cycle de vie qui n'a effectivement été activée qu'en 2012, puis révisée en 2019.</p>	<p>L'engagement des pouvoirs publics en faveur de l'égalité des genres semble être significatif au niveau des textes. Il reste cependant assez formel et sans obligation des résultats.</p>
Engagements Internationaux	<p>La Tunisie adhère aux instrument internationaux les dernières années, tels que :</p> <p>- Le 24 avril 2020, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a donné une suite favorable à la demande de la République tunisienne d'adhérer à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).</p> <p>- La Convention du conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Lanzarote) – 2018</p>	<p>Bien qu'il y ait des avancées remarquables en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, l'État doit engager des réformes législatives et s'assurer de la mise en œuvre des lois (avec les circulaires, arrêtés, notes d'instruction, etc. qui sont nécessaires). Il doit mettre à disposition les ressources nécessaires pour s'assurer que toutes les personnes soient protégées par l'État de droit.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - La Convention européenne contre la traite des personnes (2018) - La Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé de données à caractère personnel, du Conseil de l'Europe (2017) 	
Société civile	La Tunisie possède un mouvement féministe vibrant qui a su s'adapter aux défis changeants de la société et qui a su s'ouvrir à de nouvelles thématiques (diversité et intersectionnalité entre autres) : des associations et des figures historiques ayant lutté contre le régime de l'ex-président Zine el-Abidine Ben Ali, coexistent à présent avec de nouvelles entités et de jeunes activistes.	Ce mouvement a eu un rôle central dans la lutte contre les inégalités et les discriminations. Ainsi, il continue d'être vigilant pour dénoncer les discriminations et les injustices et exercer un plaidoyer militant avec la mise en place de projets et programmes pour la promotion de l'égalité et des droits humains.

Source : Profil Genre de la Tunisie 2021(UE)

2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés

Le CLIP est articulé avec le Programme Indicatif Multi annuel (MIP/PIM) 2021-2027 de la DUE dont l'ambition est de permettre une intégration croissante de la Tunisie au niveau économique et social dans l'espace européen tout en favorisant l'état de droit et la démocratie. Ceci à travers quatre priorités majeures autour d'intérêts mutuels et de valeurs partagées, et qui portent sur le développement socio-économique; la démocratie, la bonne gouvernance et les droits humains; le rapprochement entre les peuples; la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Trois domaines prioritaires ont été retenus : 1) une Tunisie et une Europe plus proches; 2) une économie ouverte et durable; 3) une société plus inclusive et innovante.

Les domaines prioritaires du MIP/PIM sont mis en lien avec les domaines d'engagements du GAP III dans les tableaux ci-dessus avec les actions en cours pour l'UE et les EM (9 Etats membres ont contribué activement à l'élaboration du CLIP : Allemagne, Espagne, France, Italie, Belgique, Danemark, Finlande, Suède, République Tchèque). **La liste des programmes et projets en lien avec les objectifs du GAP est reprise en annexe 1 et 2.**

Domaine Prioritaire #1 : Une Tunisie et une Europe plus proches
<p>L'ambition de ce domaine prioritaire est de favoriser un voisinage prospère, stable et sécurisé et de faciliter une intégration croissante de la Tunisie dans l'espace européen. En particulier il s'agit d'impulser une convergence accrue entre l'UE et la Tunisie, pour renforcer les valeurs partagées. Cela implique la consolidation démocratique notamment avec la poursuite des processus électoraux, le renforcement de l'état de droit et de la redevabilité à travers la modernisation de la fonction publique, une justice plus efficace et équitable, sans oublier les enjeux de la justice transitionnelle, la lutte contre la corruption, et l'opérationnalisation des instances indépendantes et le soutien à des médias de qualité. Le respect des droits humains restera une clé de voûte et en particulier tout ce qui touche au renforcement et au respect des droits des femmes et de leur protection. Le soutien à la société civile dans son rôle de pilier de la transition démocratique, en tant que bénéficiaire et partenaire de mise en œuvre, ainsi que les acteurs impliqués dans la promotion de l'égalité des genres et de l'accompagnement à la jeunesse sera augmenté.</p>
Domaines d'engagement du GAP III
<p>⇒ Garantir l'absence de toutes forme de violences de genre</p> <p>Actions en cours DUE : Programmes d'appui à l'inclusion sociale, au secteur de la santé, au secteur de l'éducation, à la réforme de la justice, pour la protection des réfugié.e.s, demandeur.e.s d'asile, migrant.e.s</p>

en Tunisie, programme d'appui et subventions aux organisations de la société civile (Décisions IEDDH et OSC)

États Membres (EM) actifs : Espagne, Suède, Belgique, France, R. Tchèque, Allemagne, Italie.

⇒ **Favoriser la participation et le leadership sur un pied d'égalité**

Actions en cours DUE : Programmes d'appui : à la jeunesse EU4Y, au secteur de l'énergie renforcer la place des femmes dans la gouvernance d'entreprise), au processus de décentralisation et dialogue participatif local, au secteur de l'éducation (EMORI, Erasmus+, Mobidoc), à la migration (opérationnalisation de la stratégie nationale de migration de la Tunisie-PROGRES) ; programme d'appui à l'autonomisation et à l'inclusion des populations (PAAIP), programme d'appui et subventions aux organisations de la société civile (Oxfam, Jamaity),

EM actifs : Belgique, Suède, Espagne, France, Allemagne, Italie, Danemark.

⇒ **Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes**

Actions en cours DUE : Programme d'appui à la jeunesse EU4Y, à la réforme de la justice, subventions aux organisations de la société civile (projet FAIRE promotion des droits humains des femmes dans les zones rurales)

EM actifs : Espagne, Danemark Suède, Belgique, France, R. Tchèque, Allemagne, Italie.

Domaine Prioritaire #2 : Une économie ouverte et durable

L'objectif de ce domaine est de continuer à accompagner la Tunisie dans ses réformes pour une meilleure gouvernance économique, tout en contribuant aux besoins de liquidité pour sortir de la crise actuelle. L'enjeu est d'approfondir l'intégration de l'économie tunisienne dans l'espace économique européen à travers le rapprochement réglementaire, mais aussi de promouvoir un modèle de développement durable, ancré sur les nouvelles activités des secteurs de l'économie verte et bleue et de la transition énergétique, une économie ouverte aux investissements, à la compétitivité, au développement commercial, et à l'innovation. Le soutien doit aller vers la réorientation durable de l'économie tunisienne et à une plus grande valeur ajoutée, le développement d'une économie innovante et digitale, la consolidation de l'entrepreneuriat social et solidaire et de l'inclusion financière, la création d'entreprises dans les régions défavorisées, la formation et l'échange d'expérience entrepreneuriale, et un rééquilibrage des inégalités de genre.

Domaines d'engagement du GAP III

⇒ **Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes**

Actions en cours DUE: Programme d'appui à la jeunesse EU4Y, programme environnement (2021) (rééquilibrer l'accès aux ressources naturelles en faveur des femmes), programme de développement de l'agriculture et de la pêche artisanale en appui au système alimentaire (ADAPT)

EM actifs : Espagne, Danemark Suède, Belgique, France, R. Tchèque, Allemagne, Italie.

⇒ **Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte**

Actions en cours DUE: programme environnement (2021)

EM actifs : Allemagne, Italie, UE, France

⇒ **Favoriser la participation et le leadership sur un pied d'égalité**

Actions en cours DUE: programme d'appui et subventions aux organisations de la société civile (Oxfam-jamaity), programme d'appui à la jeunesse EU4Y, programme Inclusion Sociale, Tunisie Creative (appui aux femmes artisanes), INNOVI (appui aux Start up féminines) appuis à l'ESS (Fond prêt d'honneur d'Initiative Tunisie pour les femmes entrepreneuses),

EM actifs : Belgique, Suède, Espagne, France, Allemagne, Italie, Danemark.

<p>Domaine Prioritaire #3 : Une société inclusive et innovante</p>
<p>Ce domaine concerne l'inclusion qu'elle soit sociale, territoriale, numérique, ou environnementale, comme vecteur de développement et de transformation durable au bénéfice des citoyen.ne.s, de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités. Ceci se fera en soutenant le rôle de l'administration centrale et décentralisée pour plus d'efficacité, de transparence, et améliorer l'accès et la qualité des services rendus aux usagers, à travers notamment la simplification administrative et la digitalisation, et à travers une meilleure gouvernance et planification des politiques, de façon à rétablir la relation de confiance entre la population et son administration, une confiance essentielle à la démocratie. Ce domaine ciblera en particulier la protection sociale, les services de santé et les services éducatifs et de formation professionnelles, au niveau des systèmes, du ciblage, de la formation, de l'offre, et du financement.</p> <p>La transformation numérique et l'innovation bénéficieront également à l'économie à travers l'entrepreneuriat innovant et les start-up, et faciliteront les échanges en Tunisie et vers l'extérieur. Il s'agit également de poursuivre la transformation et l'innovation dans les secteurs de production clés pour faire face aux défis de compétitivité, de distribution de la valeur ajoutée des chaînes de valeurs entre les régions. Le développement socio-économique des territoires, avec une forte dimension d'égalité des genres, est le meilleur moyen de répondre aux attentes exprimées en 2011 et reflétées dans la Constitution de 2014.</p>
<p>Domaines d'engagement du GAP III</p>
<p>⇒ Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes</p> <p>Actions en cours DUE: programme d'appui et subventions aux organisations de la société civile (Oxfam, Jamaity, projet FAIRE promotion des droits humains des femmes dans les zones rurales), programme d'appui à la jeunesse EU4Y, programme Inclusion Sociale, Tunisie Créative (appui aux femmes artisanes), Innov'i-EU4Innovation appui à l'écosystème de l'innovation et de l'entrepreneuriat en Tunisie (appui aux Start up féminines) appuis à l'ESS (Fond prêt d'honneur de Initiative Tunisie pour les femmes entrepreneuses), programme de développement de l'agriculture et de la pêche artisanale en appui au système alimentaire (ADAPT)</p> <p>EM actifs : Espagne, Danemark Suède, Belgique, France, R. Tchèque, Allemagne, Italie.</p> <p>⇒ Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte</p> <p>Actions en cours DUE : programme d'appui à la jeunesse EU4Y avec partenariats OSC (Vélorution, Tunisie recyclage, etc. programme environnement (2021),) projet d'appui à la Gouvernance Environnementale de l'activité industrielle à Gabès</p> <p>EM actifs : Allemagne, Italie, UE, France</p> <p>⇒ Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transformation numérique</p> <p>Actions en cours DUE: programmes d'appui aux médias tunisiens (PAMT2) et à la réforme de la fonction publique, Innov'i-EU4Innovation appui à l'écosystème de l'innovation et de l'entrepreneuriat en Tunisie (appui aux Start up féminines)</p> <p>EM actifs : Finlande, Suède, France, Allemagne</p>

Les secteurs d'intervention de l'UE et des EM sont complémentaires et synergiques. **Les priorités thématiques sont par ordre d'importance : i) les violences basées sur le genre, ii) les droits économiques et sociaux et iii) la participation et leadership, iv) la transition verte et la transformation numérique.** Néanmoins, il y a des EM qui travaillent aussi dans les domaines thématiques de la santé sexuelle et reproductive (dont le Danemark) et la paix et la sécurité (dont la Finlande) (voir annexe 1 et 2 pour plus de détails). Un engagement est pris pour intégrer davantage les indicateurs du GAP III dans les 2 initiatives Team Europe sur l'eau et les investissements qui figurent dans le MIP/PIM 2021-2025.

La **feuille de route** pour l'appui de l'Union européenne et ses Etats membres à la société civile sera également élaborée en 2022 suite à un processus consultatif en intégrant la dimension genre de manière transversale et aussi avec des actions spécifiques en partenariat notamment avec les associations de femmes³.

Le CLIP a également pris en compte les priorités de la **Stratégie pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (2021-2025)**, dont la 1^{ère} priorité est l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

3. Action (s) ciblée (s) en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes

Programmes G2 en cours pour l'UE	
Titre du programme/projet	Durée et Budget
Programme d'appui à l'inclusion sociale	
<i>Appui budgétaire</i> : mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes avec 2 indicateurs (tranche variable) ; (i) fonctionnalité de l'Observatoire national de lutte contre les violences FF ; (ii) augmentation du nombre de centres de protections de femmes VV soutenus par l'Etat en partenariat avec les OSC.	Durée : 2019-2027, Budget : 100 M€ (Appui budgétaire : 78 M€ / Appui complémentaire : 22 M€)
<i>Appui complémentaire</i> - Projet avec UNFPA « Pour une réponse intégrée et de prévention des violences fondée sur le genre (VFG) - Futur projet avec ENABEL (BE) et AECID (ES) pour l'appui institutionnel et à la coordination multisectorielle, études et statistiques dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes	Durée : 2021-2025; Budget : 2,3 M€ En cours d'élaboration ; Budget : 6 M€,
Contrat cadre help desk genre « Appui à l'intégration du genre dans les programmes de coopération de la DUE en Tunisie »	Durée 2022-2024 Budget 0,3 M€
Projet avec l'ONG COSPE « Promouvoir les droits humains des Femmes travailleuses dans l'Agriculture : Inclusion, Réseautage, Emancipation (FAIRE° » IEDDH	Durée 2020-2022 Budget 1,1 M€

Programmes G2 en cours pour les État Membre (EM) de l'UE (liste pas exhaustive)	
Titre du programme/Projet	EM
Marsed 58-2017 les femmes témoins et actrices de bonne application de la loi 58-2017	Espagne
Appui à l'Observatoire Nationale de Violences faites aux Femmes	Espagne
Une loi qui nous protège réellement contre la violence (phase II)	Espagne
BAHJA pour l'abolition des stéréotypes sociaux à l'encontre des métiers à assignation féminine	Espagne

³Les organisations clefs en matière d'égalité hommes-femmes sont

- Les OSC tunisiennes : ATFD, AFTURD, Beity, Oxfam Tunisie, LET, FTDES, Aswat Nissa, Tunissiet, TAAMS, AFC, les mouvements Ena Zeda et Falgatna. Chambre de commerce femmes cheffes d'entreprises, Femmes et Leadership, AMT.
- Organisations non gouvernementales et associations internationales : Henrich Boll foundation, Kvinna til Kvinna, Fundación CIDEAL, Médecins du monde, Oxfam Novib, Handicap International, Terre d'Asile, EuromedRights, Avocats sans frontières.
- Organisations droits humains et droits personnes LGBTQI++ : LTDH, Mawjoudin, DAMJ, ADLI, SHAMS
- Les coalition clefs en matière de genre sont : Coalition pour les femmes de Tunisie, Coalition Nationale Associative contre les violences (CNAV), Coalition Tunisien pour les droits des LGTBQ++ et Réseau de Centres d'écoute et d'hébergement (CCHE).

Appui institutionnelle au Ministère de la Femme, la Famille et l'Enfance (MFFE) pour la mise en place de l'Stratégie Nationale d'Autonomie Économique et Sociale pour les femmes et les jeunes en milieu rural 2017-2020 et son plan d'action »	Espagne
Renforcement du Bureau d'Appui de la Femme Rurale pour l'accompagnement des Sociétés Mutuelles des Services Agricoles (SMSA) et Groupement de Développement Agricole et de Pêche (GDAP) féminins	Espagne
Alternatives éthiques, sociales et durables pour l'inclusion socio-économique des femmes victimes de violence sexiste et des jeunes à risque	Espagne
Appui à la population non bancarisée de micro et petites entreprises pour l'accès aux crédits	Espagne
IMCAN : Prévention des extrémismes violents et renforcement de la cohésion sociale dans de collectives en risque d'exclusion sociale	Espagne
Mécanismes d'Intégration de l'Approche Genre dans les Politiques Locales-MIAG-PL (Phase 2)	Espagne
GDM (emploi des jeunes femmes par la gestion de la diversité (...))	Allemagne
FinInkl (Inclusion Financière en Tunisie)	Allemagne
Womentum (Renforcer les organisations des droits des femmes dans la région MENA par la mise en réseau et le renforcement des capacités)	Allemagne
Solidarity against gender-based violence.	Suède
Programme Ajyel El Egalité	France
Violence à l'encontre des femmes et des enfants en milieu conjugal et intrafamilial (VCI)	Belgique
Promouvoir la réponse sanitaire au COVID19 en Tunisie et améliorer les conditions socio-économiques des femmes et des filles	Danemark
Women, Peace and Security in the Arab States Phase II	Finlande
Plan d'action 1325	Finlande
Promoting digital literacy skills among women and girls to combat online violence and advance freedom of expression	Finlande
Women's Act for Anti cyberbullying (WAFA)	Finlande
Promouvoir l'entreprenariat féminin pour un développement économique inclusive et durable dans la région MENA – Deuxième phase (PWE II)	Italie
Soutien à l'agriculture Locale, à la Micro-entreprise et à l'Autonomisation des femmes et des jeunes en Tunisie (SELMA)	Italie
Start-up Tunisie	Italie

La DUE et les EM attribuent tous des financements spécifiques pour les organisations, associations et mouvements de défense des droits des femmes, la budgétisation sensible au genre commence à être incluse dans les différentes actions et des analyses genre sont faites dans les domaines prioritaires de coopération. La DUE et les EM ont convenu de **partager les analyses genre sectorielles, d'appuyer davantage l'intégration genre dans les politiques sectorielles, d'échanger les informations pertinentes sur les projets et les partenaires nationaux, d'effectuer des missions conjointes et d'accorder une attention particulière à la mise en valeur des bonnes pratiques**, de *gender responsive leadership initiatives* en lien avec le soutien à la *gender machinery* institutionnelle.

4. S'engager dans le dialogue pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes

Un groupe de travail et coordination UE- EM (Ambassades et Agences de coopération) va être mis en route à partir de janvier 2022 **pour le suivi de la mise en œuvre du GAP III /CLIP** animé par la DUE (avec l'appui des expertes du Help Desk genre). Jusqu'à présent le suivi du GAP III/CLIP s'est fait dans le cadre du groupe sur les Droits de l'Homme (qui suit la mise en œuvre de la Stratégie DDH).

Des initiatives de dialogue sectoriel sur les principales thématiques du GAP III retenues pour le CLIP vont être menées par la DUE et par le EM. Le leadership de ces initiatives se fera en fonction des priorités et des programmes de coopération en cours via notamment l'organisation d'événements communs. La DUE a déjà initié et va continuer à coordonner le dialogue sectoriel sur l'inclusion sociale et lutte contre les violences

basées sur le genre en collaboration avec l'Espagne, la Belgique et la France. Les EM vont faire des propositions sur les autres thématiques.

Dans cette optique, la DUE et les EM contribuent à renforcer **les mécanismes d'échange et de coordination existants avec les parties prenantes nationales et internationales**. Un engagement commun est pris pour **appuyer davantage le partenariat institutionnel et la *gender machinery*** mis en place en Tunisie. Le Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des aînés (MFFEA) est le principal interlocuteur en charge de la coordination avec les autres acteurs publics et de la société civile pour l'institutionnalisation du genre et doit arriver à asseoir son leadership ainsi que celle des institutions de la *gender machinery* mises en place et relevant de sa tutelle. Les Ambassadeurs UE et EM rencontrent régulièrement de manière bilatérale la Ministre de la famille, de la femme, de l'enfance et des aînés; à partir de 2022 le format Team Europe pourra s'appliquer à certaines rencontres et s'élargir à plusieurs Ministres.

La DUE et les EM sont membres du groupe de coordination genre des partenaires internationaux, coordonné par l'ambassade du Canada et ONU Femmes qui se réunit sur une base régulière et vise les synergies et le partage d'information sur les appuis des partenaires techniques et financiers travaillant sur le genre. Dans ce cadre, la DUE va coordonner le sous-groupe thématique sur les violences basées sur le genre avec l'appui de l'Espagne et de la Belgique.

Le dialogue avec la société civile a été relancé par la DUE avec l'élaboration du Profil Genre Tunisie ce qui a permis d'initier un cadre d'échange régulier avec les organisations de la société civile travaillant sur les questions de genre. L'élaboration de la feuille de route pour l'appui à la société civile de l'Union européenne et ses EM s'insérera également dans un cadre de consultation portant le genre comme thématique transversale et prioritaire. De même, la formulation des programmes se déroule aussi de manière participative avec des ateliers de consultations avec les OSC spécialisées sur les questions de genre et les associations féministes. Ce cadre de dialogue est aussi élargi aux EM car, jusqu'à présent, les réunions du groupe sur les Droits de l'Homme se tiennent régulièrement avec des représentants des OSC et abordent les questions de genre. Par ailleurs, certains EM comme l'Espagne animent des forums de dialogues avec les OSC partenaires.

5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique

Les principales activités de communication et diplomatie publique « Team Europe » se déroulent lors des campagnes institutionnelles sur les journées internationales. Ces campagnes intègrent également les packages proposées par l'EEAS et NEAR.

La DUE organise chaque année des activités communes avec les Ambassadeurs pour la campagne pour les 16 jours d'activisme en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes (du 25 novembre au 10 décembre). Cette initiative Team Europe a été particulièrement riche en 2021 avec une stratégie de communication partagée et des événements communs. La même approche a été adoptée pour la semaine du 8 mars avec plusieurs événements thématiques et des vidéos.

Des activités de sensibilisation se déroulent dans le cadre de la mise en œuvre des programmes et projets (dont certains conjoints avec les EM) avec une référence aux engagements du GAP III.

6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité des genres - GAP III

La Délégation de l'UE en Tunisie utilise les fonds des allocations globales annuelles (2019 et 2021) via un contrat d'assistance technique pour un help desk genre en appui à l'intégration du genre (soutien à la mise en œuvre du GAP III) dans les programmes de coopération de l'Union européenne en Tunisie. Le profil genre Tunisie 2021 et des analyses genre thématiques ont été élaborées via ce contrat ainsi que des contributions aux indicateurs genre du MIP/PIM 2021-2027 et aux programmes en cours de formulation.

Date: 22 décembre 2021

Signature du Chef de délégation: e-signed

Marcus CORNARO/ Claus HEIBERG Chargé d'affaires a.i.